

Des facteurs qui peuvent "perturber" le lien entre croissance et chômage dans une petite économie ouverte

Ferdy Adam

Ministère de l'Economie

Luxembourg

adam_ferdy@hotmail.com.

L'économie luxembourgeoise est caractérisée depuis 1985 par une croissance économique élevée: quelque 5.5% en moyenne par an en volume pour le PIB et 3.5% pour l'emploi. Parallèlement, le chômage a augmenté tendanciellement, du moins le chômage "enregistré", le chômage au sens du BIT ne progressant que légèrement en tendance.

Seul sur quelques périodes isolées (1997-2000 par ex.) le chômage a-t-il interrompu sa tendance ascendante. On peut avancer qu'empiriquement, il faudrait plus de 5% de croissance du PIB en volume pour faire diminuer le chômage au Luxembourg. Cet état des choses relève de la présence d'un grand nombre de frontaliers, c.-à-d. de travailleurs non-résidents faisant partie de l'emploi intérieur mais non de l'emploi national ou résident. On peut montrer très simplement que plus la part des frontaliers est élevée dans l'emploi intérieur, moins l'emploi résident (ou national) profite de la croissance et plus le chômage a tendance à augmenter.

Notre premier objectif est la vérification plus formelle de ces assertions par l'établissement d'une loi d'Okun pour le Luxembourg et la comparaison des coefficients trouvés avec ceux d'autres pays. En effet, nombre de comparaisons internationales omettent le Luxembourg (BIS 2002, OECD 2003) dans leurs études. Notre propos est de vérifier si oui ou non la relation entre croissance et chômage est "rompue" au Luxembourg. Nos premiers résultats tendent à vérifier un lien très faible entre croissance du PIB et chômage.

Cependant, analyser la relation entre croissance et chômage sur la base de la seule loi d'Okun est réducteur à plus d'un titre. La présence des frontaliers au Luxembourg a rendu possible la croissance économique élevée en rendant l'offre de travail très élastique. Aussi la présence des frontaliers dépendrait-elle d'un nombre de facteurs que nous tentons d'intégrer dans un modèle économétrique global de l'économie luxembourgeoise (taux de chômage dans la Grande Région, salaires nets relatifs, etc...). Notre proposition est que la relation entre croissance et chômage devrait être analysée dans une approche multi-facteurs et intégrée, laquelle on peut réaliser, par exemple, dans le cadre d'un modèle macro-économétrique complet.

Nous allons dès lors proposer en deuxième lieu un nombre de simulations avec modux, le modèle du STATEC en question, dont l'objet est de déceler les facteurs qui "perturbent" la relation entre croissance et chômage au Luxembourg. Le fait novateur que nous relevons est que les revenus nets relatifs jouent un rôle important à côté des taux de chômage qui ont été pris en compte depuis plus longtemps dans l'analyse. Ainsi, une reprise économique au Luxembourg qui fait augmenter le revenu net relatif en faveur du Luxembourg peut ne pas se répercuter de manière favorable sur le chômage et l'emploi résident.